

PARIS



EN L'AN

6720

2000

PAR LE

DOCTEUR TONY MOILIN



PARIS

CHEZ L'AUTEUR, 36, RUE DE SEINE
et
LIBRAIRIE DE LA RENAISSANCE
3, RUE DE LA VIEILLE-ESTRAPADE

—
1869

PARIS



EN L'AN

1869

2000

PAR LE

DOCTEUR TONY MOILIN



PARIS

CHEZ L'AUTEUR, 36, RUE DE SEINE
et
LIBRAIRIE DE LA RENAISSANCE
3, RUE DE LA VIEILLE-ESTRAPADE

1869

Paris en l'an 2000

Docteur Tony Moilin



Chez l'Auteur et la Librairie de la Renaissance, Paris, 1869

Exporté de Wikisource le 26/03/2019

AVERTISSEMENT

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

TRANSFORMATION DE PARIS.

§ 1^{er}. Expropriation des maisons

§ 2. Rues-galleries

§ 3. Maisons-modèles

§ 4. Palais international

§ 5. Chemins de fer métropolitains

§ 6. Aspect des rues-galleries

CHAPITRE II.

ORGANISATION DU TRAVAIL.

§ 1^{er}. Industrie

§ 2. Commerce

§ 3. Agriculture

§ 4. Salaires

§ 5. Salaires (suite)

§ 6. Assurance générale

CHAPITRE III.

SOCIÉTÉ.

§ 1^{er}. Relations sociales

§ 2. Propriété

§ 3. Monnaie

§ 4. Habitations

§ 5. Domestiques

§ 6. Mariage

CHAPITRE IV.

INSTRUCTION.

§ 1^{er}. Première enfance

§ 2. Écoles primaires

§ 3. Écoles secondaires

§ 4. Écoles supérieures

§ 5. Apprentissage

§ 6. Enseignement des adultes, Académie

CHAPITRE V.

GOUVERNEMENT.

§ 1^{er}. Corps législatif

§ 2. Pouvoir exécutif

§ 3. Force publique

§ 4. Impôts

§ 5. Justice

§ 6. Récompenses nationales

CHAPITRE VI.

RELIGION ET MŒURS.

§ 1^{er}. Baptême

§ 2. Majorité

§ 3. Mariage

§ 4. Enterrement

§ 5. Plaisirs

§ 6. Calendrier, Congés et Fêtes nationales

Paris. — Typ. Gaittet, rue du Jardinet, 1.

Rediriger vers :

- Paris en l'an 2000/Avertissement

CHAPITRE PREMIER

TRANSFORMATION DE PARIS.

§ 1^{er}.

Expropriation des maisons.

Lorsque les Socialistes arrivèrent au pouvoir et qu'ils furent les maîtres de Paris, la première chose à laquelle ils durent songer, ce fut d'exproprier toutes les maisons de la ville, afin de les transformer et de les mettre en harmonie avec les nouvelles

institutions sociales.

Les architectes consultés à ce propos voulaient absolument qu'on démolît tout, puis qu'on reconstruisît à grands frais des *maisons-modèles* conformes aux plans qu'ils présentaient. Heureusement le Gouvernement était aussi prudent qu'économe. Il rejeta donc les projets des architectes qui l'auraient entraîné à de trop grandes dépenses, et il préféra utiliser les maisons de Paris telles qu'elles étaient et les adapter tant bien que mal à leur destination nouvelle, plutôt que de se lancer dans le système coûteux d'une démolition et d'une reconstruction universelles.

Mais avant de donner le détail de cette transformation de la capitale, disons d'abord comment l'Administration s'y était prise pour exproprier toutes les maisons de Paris et en devenir le très-légitime possesseur. Cette acquisition de toute une ville est d'autant plus remarquable comme opération financière, que l'État, lors de l'avènement de la République, devait aux particuliers plus de 80 milliards et n'avait pas un centime en caisse.

Loin de s'effrayer de cette pénurie, et sachant parfaitement que la France était assez riche pour payer ses anciennes dettes et en contracter de nouvelles, le Gouvernement, dès qu'il fut solidement établi, se hâta d'exproprier toutes les maisons de Paris en en payant régulièrement le prix à leurs propriétaires. Ce paiement, il ne le fit pas en espèces métalliques, puisqu'il ne possédait pas un centime. Il ne le fit pas davantage en papier-monnaie qui eût été immédiatement déprécié et refusé à bon droit par les expropriés. Mais il le fit tout simplement, et à la satisfaction générale, avec des titres de rentes viagères payables par le Trésor public.

On calcula le revenu moyen de chaque maison d'après les loyers des 50 dernières années, puis on capitalisa ce revenu à l'intérêt légal de 5 p. 100, et le capital ainsi obtenu fut transformé en rentes viagères conformément aux tarifs adoptés par les Compagnies d'assurances.

Pendant les premiers temps, il fallut donner de très-fortes sommes aux anciens propriétaires, mais comme ceux-ci mouraient tous les jours, la rente qu'on leur servait diminuait d'année en année, et bientôt elle fut amplement couverte par le produit des locations que les citoyens payaient à l'État.

Du reste, ce qui aida beaucoup le Gouvernement socialiste à solder ses propres dettes et celles des régimes antérieurs, ce fut l'établissement de *l'impôt sur le revenu*.

Ce nouvel impôt était assis de la manière suivante. Il était proportionnel au revenu tant que celui-ci ne dépassait pas 12,000 fr. par an. Mais, au-dessus de ce chiffre, il devenait total, c'est-à-dire qu'il confisquait purement et simplement tout ce qui excédait la somme réglementaire de 12,000 fr. Le Pouvoir avait pensé que ce revenu maximum suffirait amplement à procurer tout le bien-être désirable à leur heureux possesseur et que tolérer des fortunes de 20, 50, 100, 200 mille livres de rentes, et plus encore, c'était encourager l'oisiveté et les mauvaises mœurs et conserver les pires abus de l'ancien régime.

Quand donc on avait à exproprier un de ces particuliers ayant en maisons un gros revenu, 100,000 fr. par exemple, la Caisse d'expropriation lui donnait très-régulièrement un titre de rente viagère proportionnelle à son ancienne fortune. Mais, quand il s'agissait de toucher cette rente, le percepteur de l'impôt sur le revenu faisait non moins régulièrement son office. Sur les

100,000 fr., il en prenait 88,000 pour l'État et n'en laissait que 12,000 à l'exproprié. Celui-ci grognait bien un peu en se voyant ainsi réduit à la portion congrue, mais comme l'impôt en question, avait été voté par les Représentants du pays et que l'Administration veillait à sa stricte exécution, il n'y avait aucune réclamation à faire et il fallait, bon gré mal gré, se soumettre à la loi.

§ 2. Rues-Galleries.

Dès que le Gouvernement socialiste fut devenu le propriétaire légitime de toutes les maisons de Paris, il les livra aux architectes avec ordre d'en tirer le meilleur parti possible et notamment d'y établir les *rues-galleries* indispensables à la nouvelle Société.

Les architectes s'acquittèrent on ne peut mieux de la mission qui leur était confiée.

Au premier étage de chaque maison, ils prirent toutes les pièces donnant sur la rue et en démolirent les cloisons intermédiaires, puis ils ouvrirent de larges baies dans les murs mitoyens et ils obtinrent ainsi des *rues-galleries* qui avaient la largeur et la hauteur d'une chambre ordinaire et occupaient toute la longueur d'un pâté de constructions.

Dans les quartiers neufs où les maisons contiguës ont leurs étages à peu près à la même hauteur, le plancher des galleries se trouva être assez régulièrement de niveau et l'on n'eut à faire que de médiocres raccordements. Mais, dans les vieilles rues, il n'en fut plus de même. Là il fallut exhausser ou abaisser bien des planchers, et souvent on dut se résigner à donner au sol une pente un peu rapide ou à le couper par quelques marches d'escalier.

Quand tous les pâtes de maisons se trouvèrent ainsi percés de galeries occupant la longueur de leur premier étage, il n'y eut plus qu'à réunir ces tronçons épars les uns aux autres, de manière à en constituer un réseau non interrompu embrassant toute l'étendue de la ville. C'est ce qu'on fit aisément en établissant sur chaque rue des ponts couverts qui avaient la hauteur et la largeur des galeries et se confondaient avec elles.

Des ponts tout semblables, mais beaucoup plus longs, furent jetés de même sur les divers boulevards, sur les places et sur les ponts qui traversent la Seine, de façon que la rue-galerie ne présentait de solution sur aucun point et qu'un promeneur pouvait parcourir toute la cité sans jamais se mettre à découvert et par conséquent en étant toujours parfaitement à l'abri de là pluie ou du soleil.

Du reste, tous ces travaux furent exécutés avec cette rapidité fébrile qu'engendrent les Révolutions ; les ouvriers y travaillaient nuit et jour, et au bout de quelques semaines la transformation de Paris était complète et l'on pouvait commencer à en apprécier les résultats.

Dès que les Parisiens eurent goûté aux nouvelles galeries, ils ne voulurent plus mettre le pied dans les anciennes rues qui, disaient-ils, n'étaient plus bonnes que pour les chiens. Quand on leur proposait d'aller dehors, ils trouvaient toujours qu'il faisait trop chaud ou trop froid, qu'il y avait de la boue, du brouillard, du vent ou de la poussière et ils préféraient rester à couvert. Bien loin d'en souffrir, leur santé n'en devint que meilleure et l'on vit disparaître presque complètement toutes les maladies causées par le froid ou l'humidité, telles que les rhumes, les rhumatismes, les névralgies, les fluxions de poitrine, etc. De plus, ils

réalisèrent d'importantes économies sur leurs vêtements et leurs chaussures. Leurs effets, n'étant plus endommagés par la pluie et la crotte, s'usaient beaucoup moins vite et conservaient plus longtemps leur fraîcheur ; sans compter qu'on était affranchi de tous les engins coûteux inventés contre la pluie, le froid et le soleil, tels que les parapluies, les ombrelles, les cache-nez, les manteaux et les souliers imperméables, etc.

Tout le monde était donc satisfait, sauf cependant quelques mécontents, il y en a toujours, qui ne se gênèrent pas pour critiquer le Gouvernement et lui faire de l'opposition.

D'un côté, c'étaient tous les boutiquiers se lamentant en chœur de ce qu'on leur avait retiré leurs chalands. Personne ne passant plus devant leurs magasins, ils ne vendraient plus rien et leur faillite était certaine. D'un autre côté, bon nombre d'habitants pleuraient leur industrie fortement compromise ou même entièrement perdue. — C'étaient les fabricants d'ombrelles et de parapluies, ceux de vêtements et de souliers en caoutchouc qui ne trouveraient plus à placer leurs marchandises. — C'étaient les magasins de confections, de nouveautés et de lingerie, les tailleurs, les chapeliers, les cordonniers, les modistes et les couturières qui ne feraient plus leurs frais, l'article d'habillement n'ayant plus besoin d'être renouvelé aussi souvent, du moment qu'on ne serait plus mouillé par la pluie, crotté par la boue et brûlé par le soleil. — C'étaient les cochers et les entrepreneurs de voitures publiques qui allaient perdre toute la clientèle que leur attiraient les jours pluvieux. — Enfin, c'étaient les médecins, les chirurgiens et les pharmaciens qui n'auraient plus de malades, du moment que le public cesserait de respirer l'humidité, de se mouiller les pieds, d'attraper des

refroidissements, de glisser sur le verglas et de se faire écraser par les voitures.

Il y avait encore bien d'autres plaintes semblables et non moins intéressées, mais le Gouvernement n'en fut aucunement ému et, confiant dans le résultat définitif de ses efforts, il continua résolûment l'œuvre de transformation qu'il avait commencée.

§ 3.

Maisons-modèles.

Cependant, les architectes à qui on avait livré les maisons de Paris ne s'étaient pas contentés d'y ouvrir les rues-galeries dont nous avons parié, mais ils étaient montés aux étages supérieurs, et là ils avaient aussi percé les murs mitoyens et fait communiquer toutes les habitations entre elles.

Bien entendu, cette nouvelle circulation n'avait pas lieu dans des rues-galeries qui eussent perdu trop d'espace, mais elle se faisait à l'aide de couloirs plus ou moins obscurs, étroits et contournés. Grâce à ces corridors qui circulaient dans tout un pâté de maisons, on pouvait en quelques instants se rendre dans tout le voisinage, et cela, sans avoir fait un seul pas inutile et sans être pour ainsi dire sorti de chez soi. De petites passerelles jetées sur les rues reliaient les uns aux autres les couloirs des étages supérieurs, et formaient un nouveau système de communication qui embrassait dans son réseau toutes les maisons d'un même quartier et ne se trouvait interrompu que sur les quais et les boulevards. Ces petits passages furent trouvés immédiatement d'un usage très-commode et les habitants ne manquaient pas de les prendre pour aller chez les voisins ou quand ils sortaient en toilette négligée.

Lorsque les architectes eurent achevé tous ces percements et qu'ils se virent sans ouvrage, ils commencèrent à poursuivre le

Gouvernement avec leurs plans de *maisons-modèles* et comme le Trésor public était en fonds, grâce au rendement de l'impôt sur le revenu, il ne leur fut pas bien difficile d'obtenir l'exécution des travaux qu'ils demandaient.

On démolit donc aussitôt toutes les vieilles maisons mal construites, mal aérées et mal distribuées, et, sur leur emplacement, on bâtit des cités-modèles disposées de la manière suivante :

Chaque nouvelle construction forme un grand carré dont le milieu est vide et se trouve occupé par des cours et des jardins.

Les sous-sols, très-spacieux et bien éclairés, communiquent tous ensemble. Ils forment de longues galeries qui suivent le trajet des rues et où l'on a établi un chemin de fer souterrain. Ce chemin de fer n'est pas destiné aux voyageurs, mais seulement aux marchandises encombrantes, au vin, au bois, au charbon, etc., qu'il transporte jusque dans l'intérieur des maisons. De vastes magasins situés au bord de la voie servent à recevoir tous les produits qui ne craignent pas l'humidité. Enfin, ces sous-sols contiennent encore des conduites d'eau et de gaz, des tuyaux à air pour le service de la Poste, et d'immenses tonnes-mobiles qui remplacent les anciennes fosses d'aisance et que le chemin de fer emporte au loin dès qu'elles sont remplies. À mesure que les constructions nouvelles prirent la place des anciennes, ces voies ferrées souterraines acquirent une importance de plus en plus grande, et elles ne tardèrent pas à former un réseau complet qui desservait des quartiers entiers.

Le rez-de-chaussée des maisons-modèles est distribué en vastes salles bien aérées et bien éclairées. Celles-ci généralement ne sont pas habitées, mais elles servent d'ateliers